INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 1er mars 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés européens ont fini en légère baisse, les craintes à propos de l’inflation prenant le pas sur les bonnes nouvelles en provenance de Chine. L'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier a progressé plus que prévu en février en Chine à 52,6, son niveau le plus élevé depuis avril 2012. En Europe, l'inflation a confirmé son accélération en février avec la publication des chiffres allemands. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,46% à 7 234,25 points et l’EuroStoxx50 a reculé de 0,58% à 4 213,62 points. La couleur rouge était également dominante à Wall Street où le Dow Jones cédait 0,12% vers 17h30.
* L'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier a progressé plus que prévu en février en Chine à 52,6, son niveau le plus élevé depuis avril 2012. Il s'élevait à seulement 50,1 en janvier.

Les investisseurs ont apprécié cette bonne nouvelle pour la santé de l'économie chinoise en ce début d'année, même si celle-ci pourrait s'avérer problématique en termes d'inflation plus tard en 2023.

* Une inflation qui ne cesse justement de surprendre par sa vigueur en Europe. Après la France et l'Espagne, l'Allemagne a surpris en dévoilant une inflation plus élevée que prévu en février. L'indice harmonisé des prix à la consommation, qui permet la comparaison entre les pays européens, a accéléré à 9,3% en rythme annuel contre un consensus de 9% et après 9,2% en janvier.
* Du fait de ces statistiques économiques, les taux longs ont continué de se tendre. Le rendement du 10 ans allemand a progressé de 7 points de base à 2,72%.
* Aux Etats-Unis, son équivalent a touché 4%, un rendement jamais vu depuis novembre. La composante prix de vente des indices des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier de S&P Global et de l'ISM a nettement progressé en février : il est ressorti à 47,7 en février alors qu'il était attendu à 48 après 47,4 en janvier.
* En outre, Neel Kashkari, président de la Fed de Minneapolis, s'est dit ouvert à une hausse de 50 points de base de la Fed en mars après une hausse de seulement 25 points de base début février.
* La contraction du secteur manufacturier français en février s’est avérée plus forte qu’indiqué initialement, selon S&P Global. L’indice des directeurs d’achat pour ce secteur est ressorti à 47,4 en février, contre une estimation initiale de 47,9 et 50,5 en janvier. Le consensus s’élevait à 47,9.
* L’ampleur de la contraction du secteur manufacturier de la zone euro en février a été confirmée par S&P Global. L’indice des directeurs d’achat pour ce secteur est ressorti à 48,5 en février, contre une estimation initiale de 48,5 et 48,8 en janvier. Le consensus s’élevait à 48,5.
* La contraction du secteur manufacturier allemand en février s’est avérée légèrement plus forte qu’indiqué initialement, selon S&P Global. L’indice des directeurs d’achat pour ce secteur est ressorti à 46,3 en février, contre une estimation initiale de 46,5 et 47,4 en janvier. Le consensus s’élevait à 46,5.
* L'indice harmonisé des prix à la consommation, qui permet la comparaison entre les pays européens, a accéléré à 9,3% en février en Allemagne en rythme annuel contre un consensus de 9% après 9,2% en janvier.
* Les dépenses de construction ont diminué de 0,1% en janvier aux Etats-Unis alors que le consensus tablait sur une hausse de 0,2%. Elles avaient baissé de 0,7% en décembre.
* La devise européenne progresse de 0,85% à 1,0669 dollar en fin d'après-midi.
* Porté par les espoirs de la demande chinoise, le cours du pétrole s'inscrit dans un mouvement haussier. Vers 17h15, le baril de Brent de la mer du Nord progresse de 0,17% à 84,01 dollars tandis que le WTI américain gagne 0,83% à 77,48 dollars. L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé que les stocks de pétrole brut ont augmenté de 1,165 million de barils la semaine dernière, les spécialistes prévoyant une hausse de 0,45 million de barils après +7,65 millions la semaine précédente.

Les stocks d'essence ont, pour leur part, baissé de 0,87 million de barils. Le consensus anticipait une augmentation de 0,46 million de barils. Les stocks des produits distillés, dont le fioul domestique, ont progressé de 0,17 millions de baril alors que le marché anticipait une baisse de 0,46 million de barils.

**SOCIETES**

* A Paris, Atos a fini à la troisième place du SBF 120 grâce à des résultats et des perspectives rassurants. Eurofins a clôturé à la dernière place de l'indice CAC 40 en raison d'une performance 2022 et d'objectifs 2023 décevants.

**ANALYSE**

* Les syndicats promettent une France à l'arrêt à partir du 7 mars pour faire plier le gouvernement sur les retraites. Et de fait, la grève sera cette fois reconductible, notamment dans les transports (RATP, SNCF).

L'exécutif redoute tout autant un autre péril social, moins spectaculaire mais plus pernicieux : l'envolée des prix de l'alimentation. Le rythme de hausse a approché 15% en février, et ce n'est pas fini : les distributeurs anticipent de nouvelles augmentations d'au moins 10 % en lien avec les négociations tarifaires qui s'achèvent ce mercredi avec les industriels de l'agroalimentaire. Certaines enseignes parlent même d'un « mois de mars rouge » pour l'inflation dans les rayons…

A ces niveaux, le sujet devient aussi politique que les prix de l'électricité et du gaz l'an dernier. Sauf que l'Etat ne dispose pas des mêmes leviers d'action. Et que le terrain est particulièrement glissant avec des acteurs qui se renvoient la responsabilité des hausses. Par ailleurs, le gouvernement veut à la fois garantir une meilleure rémunération des agriculteurs et des PME de l'agroalimentaire, un des objets de la loi Egalim (dont le troisième volet en discussion au Parlement fait bondir les distributeurs), tout en demandant des efforts aux enseignes sur les tarifs.

Dans ce contexte d'injonctions contraires, le panier anti-inflation poussé par l’exécutif paraît vain. D'autant qu'il doublonne avec les opérations promotionnelles des distributeurs. Baisser la TVA n'est pas non plus la solution : les effets seraient au mieux diffus, le nombre de bénéficiaires trop important et la mesure extrêmement coûteuse. Des gestes ciblés (aides aux banques alimentaires, chèques aux plus démunis) sont plus adaptés, mais ils ne freineront pas les prix.

Face à ce casse-tête, qui a tout du piège politique, le gouvernement ne doit pas changer de cap de politique économique. Le soutien au pouvoir d'achat doit avant tout venir des créations d'emplois et des gains de productivité. Il est d'ailleurs remarquable que le pouvoir d'achat soit au final quasiment resté stable l'an dernier (-0,2 % par unité de consommation), selon les chiffres publiés par l’Insee, en dépit d'une inflation record.

Un résultat obtenu grâce à des créations d'emplois toujours soutenues, des hausses importantes de salaires (même si elles restent inférieures à l'inflation) et de primes, ainsi que des baisses d'impôt (redevance TV, taxe d'habitation) et des revalorisations anticipées de prestations. Pour continuer dans cette voie, face à une inflation durablement élevée, il va falloir plus que jamais augmenter le nombre d'heures travaillées collectivement.

**L’AGENDA DU 2 mars 2023**

**11h00 en zone euro**

Inflation en février

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Productivité et coût unitaire du travail au quatrième trimestre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de gaz